



Cuba, les ouragans et l'hypocrisie de Washington

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 22 septembre 2008

22 septembre 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier,](#)

[Environnement](#)

Les cyclones Gustav et Ike qui ont frappé la région caribéenne, en août et septembre 2008, ont été particulièrement meurtriers pour des nations telles que Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine où plusieurs centaines de personnes ont perdu la vie. Aux Etats-Unis, Gustav a fait 26 victimes et Ike 511.



Ike est le premier ouragan à avoir fait des morts à Cuba depuis 05. [Keystone]. Source de la photo: [RSR.ch](#)

De son côté, Cuba n'a eu à déplorer que sept décès pour les deux ouragans, grâce aux évacuations préventives massives effectuées par les autorités qui ont permis d'épargner la population. Plus de 2,5 millions de personnes avaient été mises à l'abri et plus de 10 000 véhicules ont été utilisés à cet effet. Au total, 87 000 personnes ont été mobilisées pour la sauvegarde des vies humaines².

L'Etat major national de la Défense civile cubaine a informé que « *les pertes de sept vies humaines n'étaient pas essentiellement dues à la conséquence directe des effets de Ike, mais au manque de respect strict des consignes données par le système de Défense civile* ». En effet, certaines victimes étaient retournées chez elles avant le feu vert des autorités, d'autres avaient refusé d'évacuer ou avaient fait preuve d'une imprudence regrettable en essayant de démonter une antenne de télévision et furent électrocutées³.

Par contre, les dégâts matériels ont été considérables. Le pays est dévasté. Près de 125 000 de logements avaient été partiellement ou totalement détruits par l'ouragan Gustav⁴. Le passage du cyclone Ike a endommagé 323 800 autres habitations. Au total, plus de 450 000 de logements ont été affectés à des degrés divers, selon l'Institut national du logement cubain⁵.

L'agriculture a subi un coup terrible. La plupart des récoltes ont été ravagées et plusieurs centaines de milliers d'animaux d'élevage ont perdu la vie, ce qui risque de poser une sérieuse crise alimentaire au sein de la nation. Plus de 700 000 tonnes d'aliments ont été détruites. La production et la distribution d'aliments sont devenues les priorités absolues du gouvernement cubain. Les supermarchés de l'île présentent un grave problème d'approvisionnement⁶.

Les autorités cubaines ont évalué les pertes à cinq milliards de dollars. L'infrastructure électrique a été fortement affectée, atteignant 100% pour l'île de la Jeunesse. De nombreux réservoirs d'eau potable ont été détruits. Le gouvernement a souligné que « *des années de travail intense* » attendaient les Cubains⁷.

Les autorités ont été explicites à l'égard des citoyens et ont annoncé des temps difficiles :

« Il serait illusoire ou malintentionné de penser que les réserves matérielles créées par un petit pays comme Cuba, avec une capacité financière limitée et une guerre économique à son encontre durant plus d'un demi-siècle, puissent être suffisantes pour résoudre le désastre national que viennent de provoquer les ouragans Gustav et Ike [...]. Il est impossible de résoudre la magnitude de la catastrophe avec les ressources disponibles⁸ ».

Toutes les réserves nationales, créées en prévision d'une agression militaire étasunienne, ont été mises à la disposition de la population : aliments, carburant, matériel de construction, médicaments, etc. Le général de division Carlos M. Lezcano Pérez, président de l'Institut national des réserves étatiques, a souligné que *« toutes les réserves, sans exception, sont employées pour satisfaire les besoins du peuple⁹ »*.

L'hypocrisie de la Maison-Blanche

La solidarité internationale a été immédiate bien qu'insuffisante. Plusieurs pays tels que le Venezuela, la Russie, l'Espagne, la Chine, le Pérou, la Bolivie, l'Argentine et le Brésil, entres autres, ont offert une aide humanitaire d'urgence à Cuba qui est arrivée rapidement¹⁰. L'Espagne, la Russie, la Chine et le Venezuela ont été les premiers à réagir de manière prompte et efficace¹¹. Bien évidemment, toutes ces nations sont venues en aide de manière inconditionnelle à Cuba.

Du côté de Washington, le gouvernement étasunien a proposé une aide humanitaire de 100 000 dollars à Cuba. *« Les Etats-Unis ont informé [...] le gouvernement cubain qu'ils étaient disposés à fournir une aide humanitaire immédiate aux Cubains affectés par l'ouragan Gustav »*, a déclaré Sara Mangiaracina, porte-parole du Département d'Etat¹².

Mais l'offre étasunienne était hypocrite. En effet, deux conditions ont été imposées à Cuba. D'une part, La Havane se devait d'accepter recevoir un groupe de spécialistes étasuniens pour évaluer les dégâts et les besoins, comme si les Cubains étaient incapables de procéder à ce genre d'évaluation. D'autre part, l'aide serait exclusivement distribuée à travers des organisations non gouvernementales, c'est-à-dire les entités d'extrême-droite de Floride, farouchement opposées au gouvernement révolutionnaire¹³.

Du côté de l'île, le cynisme de Washington et l'exploitation politique de la tragédie naturelle qui a frappé la population cubaine en plein cœur n'ont guère été appréciés. En effet, Washington est la seule capitale à avoir conditionné son aide alors que les autres pays ont immédiatement offert leur soutien sans imposer aucune exigence. Cuba est le seul pays touché par les cyclones pour lequel Washington conditionne son offre. Le caractère discriminatoire de la position étasunienne a été perçu comme une offense du côté de Cuba.

Frank Mora, spécialiste de Cuba au National War College de Washington, a rappelé que *« par le passé, les Etats-Unis ont agi de manière honorable et rapide en réponse aux ouragans en Amérique centrale, aux tsunamis en Indonésie et aux tremblements de terre au Pakistan : ils étaient les premiers sur place, avec les ressources les plus importantes et sans imposer aucune condition. Cela n'a pas été le cas pour Cuba. C'est embarrassant et honteux que la politique s'immisce à un moment où le peuple cubain souffre¹⁴ »*.

L'offre étasunienne ne peut pas être considérée sérieusement. Alors que Cuba a subi près de 5 milliards de dollars de dégâts, Washington, première puissance mondiale, n'a proposé

que la modique offre de 100 000 dollars. En guise de comparaison, le Timor oriental, minuscule archipel du Pacifique, souffrant de multiples problèmes économiques et sociaux, en a offert 5 fois plus¹⁵.

De la même manière, la Maison-Blanche a octroyé une aide de 20 millions de dollars à Haïti, c'est-à-dire une somme 200 fois plus élevée que celle proposée à Cuba, alors que le pays compte une population deux fois inférieure à l'archipel des Caraïbes et que les dégâts matériels, s'ils sont considérables, restent tout de même moins élevés qu'à Cuba¹⁶.

Même Jorge Mas Santos, le président de la Fondation nationale cubano-américaine, une organisation d'extrême-droite basée en Floride, viscéralement opposée au gouvernement de La Havane, a qualifié l'aide proposée par l'administration Bush à Cuba « *de franchement insultante*¹⁷ ».

La réponse de La Havane

De son côté, la diplomatie cubaine a répondu dans un communiqué au Département d'Etat en mettant en évidence son double discours. La Havane a d'abord rappelé que l'envoi d'une équipe de spécialistes pour évaluer les dommages n'était pas nécessaire car « *Cuba compte assez de spécialistes compétents pour réaliser ce travail*¹⁸ ».

Ensuite, le Ministère cubain des Affaires étrangères s'est montré assez explicite. « *Si le gouvernement des Etats-Unis souhaite réellement coopérer avec le peuple cubain, qu'il permette alors de vendre à Cuba les matériaux indispensables pour refaire les toitures, réparer les logements et rétablir les réseaux électriques* », a souligné le communiqué. Cuba a également demandé à Washington d'éliminer les restrictions qui empêchent les entreprises étasuniennes d'offrir des crédits commerciaux privés à l'île pour l'achat d'aliments. En effet, les sanctions économiques interdisent aux multinationales étasuniennes de vendre des aliments à Cuba à crédit¹⁹.

« *Le gouvernement des Etats-Unis se comporte de manière cynique* », a affirmé La Havane, qui ne croit guère à la volonté de Washington de coopérer. « *Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis refuse-t-il de permettre à Cuba d'acheter du matériel pour réparer les logements, les toits et rétablir le réseau électrique ?* », a questionné le gouvernement de Raúl Castro. « *Pourquoi empêche-t-il les entreprises nord-américaines et ses filiales à l'étranger d'offrir des crédits privés à Cuba pour acheter des aliments, qui sont indispensables aujourd'hui pour garantir l'alimentation de la population affectée et rétablir les réserves du pays en prévision de nouveaux ouragans*²⁰ ? »

Cuba a rappelé qu'elle n'avait demandé aucune faveur aux Etats-Unis, « *seulement la possibilité d'acheter* ». « *Le reste n'est que pure rhétorique, prétextes et justifications que personne ne peut prendre au sérieux* », a noté La Havane²¹.

Les autorités cubaines ont rappelé que les sanctions économiques en vigueur depuis 1960 avaient chaque année un coût pour la nation supérieur aux dégâts causés par le cyclone Gustav. Pour l'année 2007, le blocus économique a coûté la bagatelle de 3,7 milliards de dollars au pays. « *Le seul comportement correct, éthique, respectueux du Droit international et de la volonté quasi unanime de l'Assemblée générale des Nations unies, serait d'éliminer totalement et définitivement le cruel blocus économique, commercial et financier appliqué depuis presque un demi-siècle à notre patrie* », ont-elles conclu²².

Une attitude cynique

Lorsque les médias occidentaux ont interrogé le Département d'Etat sur le conditionnement discriminatoire de l'aide à Cuba, Sean McCormack s'est montré incapable de fournir une réponse²³. De la même manière, la secrétaire d'Etat Condoleeza Rice a catégoriquement repoussé toute idée d'assouplissement temporaire des sanctions économiques drastiques qui affectent la population cubaine. « *Je ne crois pas qu'une levée de l'embargo dans le contexte actuel serait sage* », a-t-elle déclaré²⁴. Même l'éventualité d'un moratoire temporaire a été rejetée²⁵.

Le *New York Times* a condamné la décision de l'administration Bush dans un vibrant éditorial : « *L'embargo contre Cuba est l'une des pires politiques jamais conçues* ». Washington « *n'a pas accepté la requête de Cuba pour acheter du matériel de construction afin de reconstruire les maisons et réparer le réseau électrique ravagé. Il ne permettra pas que Cuba achète de la nourriture aux Etats-Unis à crédit, et jusqu'à maintenant, il a refusé de lever les restrictions sur l'argent que les Cubains-américains peuvent envoyer à leurs familles*²⁶ ».

En effet, depuis 2004, la Maison-Blanche a limité de manière drastique le montant que les Cubains des Etats-Unis peuvent envoyer à leurs familles, dans le but d'étouffer la population de l'île. Il est désormais de seulement 100 dollars par mois et ne sont concernés que les grands-parents, les parents, les frères et sœurs, le conjoint, et les enfants. Les oncles, tantes, cousins, neveux ne peuvent pas recevoir le moindre centime.

Le candidat démocrate à la présidence Barack Obama, l'Eglise catholique et plusieurs congressistes ont exhorté George W. Bush à lever les restrictions monétaires ainsi que celles touchant les voyages. En vain. Actuellement, les séjours des Cubains dans leur pays d'origine sont limités à 14 jours tous les trois ans - dans le meilleur des cas -, à condition d'obtenir une autorisation du Département du Trésor²⁷.

Une autre comparaison est éloquent. Selon l'Agence internationale pour le développement (USAID), Washington a alloué en 2007 près de 45 millions de dollars pour renverser le gouvernement cubain. A cela s'ajoute le budget de 46 millions de dollars alloué à la subversion radiale et télévisuelle par le biais de Radio et TV Martí. Soit un total de 91 millions de dollars. Pour porter secours aux victimes des foudres de la nature, elle n'a offert que la misérable somme de 100 000 dollars, en imposant des conditions inacceptables pour La Havane²⁸.

Cette affaire illustre à quel point les Etats-Unis peuvent se montrer impitoyables à l'égard du peuple cubain. Le cynisme et l'hypocrisie ont encore une fois caractérisé l'administration Bush. Alors que la population de l'île se trouve dans un désarroi profond et fait face à une inquiétante crise alimentaire, Washington a refusé catégoriquement toute aide sérieuse à Cuba.

D'ailleurs, comment serait-il possible de considérer sérieusement toute proposition d'aide des Etats-Unis quand l'on sait que tous les gouvernements depuis 1959, en particulier l'actuelle administration Bush, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour anéantir le peuple cubain, ? Comment imaginer un seul instant que les Cubains accepteraient un don, fût-il substantiel, de la part de la nation qui les assiège de manière impitoyable depuis un demi-siècle ?

L'ancien président Fidel Castro a exprimé le sentiment des Cubains à cet égard, suite à l'ultime offre des Etats-Unis d'apporter une aide de 5 millions de dollars, et a expliqué qu'elle serait rejetée « *par dignité* ». « *Si au lieu de cinq millions de dollars, cela avait été un milliard, ils auraient obtenu la même réponse. La perte de milliers de vies, les souffrances et les plus de 200 milliards de dollars qu'ont coûté le blocus et les agressions yankees, ne peuvent en rien être compensés*²⁹ ».

Par ailleurs, Washington n'a pas hésité tromper l'opinion publique en affirmant qu'elle permettrait la vente de bois et de produits alimentaires à Cuba pour un montant de 250 millions de dollars. Les médias occidentaux ont présenté cela comme une mesure exceptionnelle de la part des Etats-Unis en réponse à la dévastation cyclonique. En réalité, il n'en est rien puisque Cuba peut acquérir du bois et des denrées alimentaires auprès des entreprises étasuniennes depuis 2002. Ainsi, en 2002, le commerce entre Cuba et les Etats-Unis s'était élevé à 173,6 millions de dollars, 327 millions en 2003, 431,1 millions en 2004, 473 millions en 2005, 483,3 millions en 2006, 515,8 millions en 2007 et 425 millions pour le premier semestre 2008. Comme cela est aisément constatable, les déclarations étasuniennes ne sont que poudre aux yeux³⁰.

Une comparaison édifiante

Ultime comparaison : lors des attentats du 11 septembre 2001, Cuba avait mis tous ses aéroports à la disposition des Etats-Unis, sans imposer aucune condition. En 2005 après la tragédie Katrina qui ravagé la Nouvelle-Orléans, La Havane avait proposé d'envoyer 1 500 médecins pour soigner les victimes, sans rien exiger en retour.

D'un côté, le gouvernement révolutionnaire sait mettre de côté les différends pour sauver des vies humaines. De l'autre, la haine et la rancœur l'emportent sur le reste, même en présence d'un cataclysme tel que celui occasionné par Ike et Gustav³¹. Le fanatisme de la Maison-Blanche ne semble pas avoir de limites.

Pourtant, le peuple cubain ne ressent aucune animosité à l'égard du peuple étasunien. Le gouvernement de La Havane n'a jamais cultivé de ressentiment à l'égard du peuple voisin du Nord. Au contraire, il a toujours spécifié que le gouvernement de Washington était le seul ennemi acharné de Cuba.

L'équipe étasunienne de football, qui a disputé le 6 septembre 2008 son premier match à Cuba depuis 1947, a été chaleureusement accueillie par la population de l'île. Tim Howard, gardien de l'équipe nationale des Etats-Unis, a été ébloui par son séjour : « *Un message pour nos compatriotes restés à la maison. C'est un endroit fantastique. Ici, nous n'avons reçu que de l'amour*³² ».

La Havane a tendu plusieurs rameaux d'olivier à Washington, qui ont été rejetés avec dédain. Le gouvernement étasunien souhaite une reddition inconditionnelle du peuple cubain et ne lui pardonne toujours pas de lui avoir désobéi en 1959. Mais les enfants de José Martí ont déjà démontré qu'ils n'étaient pas prêts à négocier leur indépendance, quel que soit le prix à payer. Il est temps de mettre un terme à des sanctions économiques injustes, anachroniques et surtout inhumaines.

Notes

1 *The Associated Press*, « *Ike-Related Storm Deaths State by State* », 17 septembre 2008.

2 *Granma*, « Lamentable pérdida de siete vidas humanas al paso de Ike », 12 septembre 2008.

3 *Ibid.*

4 Ronald Suárez Rivas, « Housing, the Greatest Challenge », *Granma*, 2 septembre 2008.

5 *Le Journal du Dimanche*, « Ike a endommagé 200 000 habitations à Cuba », 11 septembre 2008 ; Marta Hernández, « Más de 320 000 casas dañadas », *Granma*, 11 septembre 2008. Orfilio Pelaez, « Pérdidas millonarias en la vivienda », *Granma*, 13 septembre 2008.

6 *Granma*, « Cuba prioriza alimentación de damnificados por huracán Gustav », 5 septembre 2008, *Prensa Latina*, « Cuba prosigue evaluación de daños y recuperación tras huracán Ike », 11 septembre 2008 ; Freddy Pérez Cabrera, « Recuperar todo lo relacionado con la producción de alimentos », *Granma*, 11 septembre 2008 ; *EFE*, « Los supermercados de La Habana presentan problemas de abastecimiento », 16 septembre 2008 ; Wilfredo Cancio Isla, « Pérdidas 700,000 toneladas de alimentos », *El Nuevo Herald*, 12 septembre 2008.

7 Andrea Rodriguez, « Cuba estima en \$5,000 millones daños dejados por Ike y Gustav », *The Associated Press/El Nuevo Herald*, 15 septembre 2008 ; *The Associated Press*, « Cuba Estimates Gustav, Ike Damages at US\$5 Billion », 16 septembre 2008 ; *Granma*, « Información oficial de datos preliminares sobre los daños ocasionados por los huracanes Gustav e Ike », 16 septembre 2008.

8 María Julia Mayoral & Raúl Abreu, « Amparan las reservas suministros vitales al pueblo », *Granma*, 12 septembre 2008.

9 *Ibid.*

10 *Granma*, « Numerosas muestras de solidaridad y apoyo a Cuba », 4 septembre 2008 ;

11 Anneris Ivette Leyva, « Arriban primeros artículos de ayuda humanitaria rusa », *Granma*, 5 septembre 2008 ; *Granma*, « Donación de China a Cuba para resarcir daños por huracán », 5 septembre 2008 ; *Granma*, « Agradece Cuba ayuda humanitaria de España », 5 septembre 2008.

12 Juan Carlos Chávez, « EEUU condiciona la ayuda a Cuba », *El Nuevo Herald*, 6 septembre 2008.

13 Anita Snow, « Cuba Declines U.S. Disaster Assessment After Gustav », *The Associated Press*, 6 septembre 2008.

14 Frances Robles, « Political Dispute Delaying U.S. Storm Aid to Cuba », *The Miami Herald*, 13 septembre 2008.

15 *Granma*, « Acuerda Consejo de Ministros de Timor Leste donación de 500 000 dólares a Cuba para ayudar a restañar daños del huracán Gustav », 5 septembre 2008.

16 Frances Robles, « Political Dispute Delaying U.S. Storm Aid to Cuba », *op. cit.*

- 17 Frances Robles, « Oferta de ayuda de EEUU provoca choque político », *El Nuevo Herald*, 12 septembre 2008.
- 18 Ministère cubain des Relations extérieures, « Cuba saldrá adelante », *Granma*, 11 septembre 2008.
- 19 *Ibid.*
- 20 *Ibid.*
- 21 *Ibid.*
- 22 *Prensa Latina*, « Cuba reclama a EEUU. Eliminación definitiva del bloqueo », 7 septembre 2008. Voir également *Agence France Presse / El Nuevo Herald*, « Cuba pide a EEUU levantar el embargo », 7 septembre 2008 ; Andrea Rodriguez, « Cuba : embargo causa daños por 95,000 millones de dólares », *The Associated Press*, 18 septembre 2008.
- 23 Ministère cubain des Relations extérieures, « Cuba saldrá adelante », *Granma*, *op. cit.*
- 24 Matthew Lee, « Rice : Not Wise to End Cuban Economic Embargo Now », *The Associated Press*, 7 septembre 2008.
- 25 Frances Robles, « Gobierno cubano rechaza ayuda humanitaria de Estados Unidos », *El Nuevo Herald*, 16 septembre 2008.
- 26 *The New York Times*, « Help for Cuba and Haiti », 11 septembre 2008.
- 27 Anita Sow, « Cuba Declines U.S. Disaster Assessment After Gustav », 6 septembre 2008 ; Casey Woods & Lesley Clark, « Ike desata debate sobre las sanciones a Cuba », *The Miami Herald*, 10 septembre 2008.
- 28 *Granma*, « Ayuda para Cuba y Haití », 13 septembre 2008 ; Andrea Rodriguez, « Cuba : embargo causa daños por 95,000 millones de dólares », *The Associated Press*, 18 septembre 2008.
- 29 Fidel Castro, « El papel de bueno, ¿a costa de quién ? », *Granma*, 17 septembre 2008.
- 30 Fidel Castro, « Dos veces la misma mentira », *Cuba Debate*, 18 septembre 2008.
- 31 Maurice Lemoine, « Cuba dans l'œil du cyclone », *Le Monde diplomatique*, 11 septembre 2008.
- 32 Will Weissert, « US Tops Cuba 1-0 in 1st Trip to Island in 61 Years », 7 septembre 2008.

Salim Lamrani est enseignant et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a notamment publié *Washington contre Cuba* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), *Cuba face à l'Empire* (Genève : Timeli, 2006) et *Fidel Castro, Cuba et les*

Etats-Unis (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006). Il vient de publier Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme (Paris : Editions Estrella, 2008). Contact : lamranisalim@yahoo.fr

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Salim Lamrani](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca